

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

Nom du Projet : PROMET

N° du Projet : 19.2295.4-001.00

Pays : Maroc

N° CoSoft : 83421015

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83421015** ayant pour objet la « **mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc "Business-Regulations"** » pour le Projet PROMET.

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous **format PDF**, et **uniquement** à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **jeudi 03 novembre 2022**.

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Tanja Gönner (présidente du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
Thorsten Schafer-Gumbel

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT) : COBADEFFXXX
IBAN : DE45 5004 0000 0588 9555 00

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif, intitulé en **objet** :

83421015 - Offre Technique et Dossier Administratif_votre nom.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- La présentation de la société ;
- La copie du Modèle 7 (Modèle J) datant de moins de 3 mois ;
- La copie des statuts ;
- Le chiffre annuel moyen des 3 derniers exercices, d'au moins 214.600 MAD (point 13 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Le nombre moyen de salarié-e-s sur les trois dernières années civiles, d'au moins 3 personnes (point 14 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Les attestations d'au moins 5 projets de référence dans le domaine du développement fonctionnel de plateformes et d'un volume minimum de 85.840 MAD (points 18/19 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires).

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en **objet** :

83421015 - Offre Financière_votre nom.pdf

Veuillez noter que **les offres d'une taille supérieure à 30 Mo ne peuvent pas être reçues par e-mail.**

Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents.**

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83421015** offre technique 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83421015** offre technique 2^{ème} partie

Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse suivante : **MA_Quotation@giz.de** avec la mention obligatoire « **83421015_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 20/10/2022.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.



Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Après la finalisation de l'évaluation des offres techniques et financières, des négociations contractuelles pourront éventuellement avoir lieu avec le soumissionnaire ayant obtenu le score total le plus favorable. En cas d'échec des négociations avec celui-ci, des négociations seront entamées avec le soumissionnaire placé au second rang et ainsi de suite jusqu'à conclusion d'un contrat.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions et aux négociations relatives au contrat, y compris celles liées aux visites auprès des services du Bureau de la GIZ au Maroc, ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 12/10/2022



Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation technique
5. Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires

Annexe 1 : Conventions Particulières

N° du contrat : **83421015**
Projet : **PROMET**
N° du projet : **19.2295.4-001.00**
Nom du contractant :

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 3, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Pour les Bureau d'études (BET) :

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA).

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce
HRB 12394

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Tanja Gönner (présidente du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
Thorsten Schafer-Gümbel

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT) COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du **Maroc**. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du **Maroc**. Si le **Maroc** n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du **Maroc** qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec



des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le [portail de signalement](#), le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-ja.de => www.giz.de/en • [About GIZ • Compliance • Whistleblowing](#).

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs-rice-s auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9. Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation



La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.



En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert-e-s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8 Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing - GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships. Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes : Procurement of materials and equipment.

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défalqués du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le

contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3. Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat



Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

Les prolongations de la durée d'exécution n'ayant pas d'incidences sur les coûts et n'exigeant pas de modifier le cadre estimatif détaillé ne nécessitent pas la conclusion d'un avenant au contrat et peuvent être convenus sous forme écrite simple.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenu.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause



frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Intitulé du projet : Promotion de l'Entrepreneuriat (PROMET)

PN : 2019.2295.4 – 001.00

Prestation objet de la mission : Mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc "**Business-Regulations**"

Durée de la mission : Du 14/11/2022 au 01/02/2023

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

0. Liste des abréviations	3
1 Contexte	4
1.1 Contexte général.....	4
1.2 Contexte de la mission.....	4
2 Mission du contractant.....	4
2.1 Objectifs de la prestation.....	4
2.2 Activités à réaliser et livrables prévus par activité	5
2.3 Durée, lieu et déroulement et organisation de la mission	9
2.3.1 Durée de la mission	9
2.3.2 Lieu et déroulement de la mission.....	9
2.3.3 Organisation des missions	9
2.3.4 Chronogramme de la mission	10
3 Concept	10
3.1 Conception technique et méthodologique	10
3.2 Méthodologie de gestion de projet	10
3.3 Qualifications du contractant.....	10
4 Qualification du prestataire.....	11
4.1 Experts	11
5 Exigence du calcul des coûts	12
5.1 Affectation de ressources humaines	12
5.2 Voyages.....	12
5.3 Ateliers et formations	12
5.4 Autres coûts.....	13
6 Présentation du dossier de candidature :	13
6.1 Offre technique	13
6.2 Offre financière	13
6.3 Evaluation des offres	15
7 Confidentialité.....	15
8 Exigences en matière de protection des données.....	15
9 Annexe.....	15
9.1 Grille des frais de la GIZ	15

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

0. Liste des abréviations

PROMET	Programme « Promotion de l'Entrepreneuriat »
AVB	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
BMZ	Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
J/H	Jour/Homme, Jours/Hommes
CNEA	Comité National de l'Environnement des Affaires
TdR	Termes de Références

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

1 Contexte

1.1 Contexte général

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en partenariat avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), partenaire politique, et avec d'autres partenaires publics et privés, est chargée de mettre en œuvre sur la période de juillet 2020 à juin 2024, le projet « Promotion de l'Entrepreneuriat » (PROMET).

Le projet PROMET intervient dans le cadre du partenariat pour les réformes convenues entre le Royaume du Maroc et la République Fédérale d'Allemagne. Ce programme vise à promouvoir le développement économique durable et à accompagner les stratégies de relance au niveau national.

Le projet PROMET de la Coopération Marocco-allemande entreprend ses activités à travers trois domaines d'intervention :

- Axe 1 : Amélioration du climat des affaires, des conditions cadres réglementaires et administratives, ainsi que conception des stratégies consistantes et ciblées pour les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), auto-entrepreneurs (AE) et les start-ups.
- Axe 2 : Coordination et amélioration des offres de services d'accompagnement – non-financiers et financiers – pour les TPME, AE et les start-ups.
- Axe 3 : Appui à la création et à l'amélioration des écosystèmes régionaux d'appui pour les TPME, AE et les start-ups.

1.2 Contexte de la mission

Dans le cadre de la continuité du processus d'amélioration du climat d'affaire au Maroc et en collaboration avec la coopération allemande GIZ, le Comité National de l'Environnement des Affaires (CNEA) souhaite développer une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques, consolidés et sous plusieurs langues, en rapport avec l'environnement des affaires. Le CNEA envisage promouvoir son utilisation en tant qu'outil d'information et de communication sur l'environnement juridique des affaires à destination des investisseurs et entrepreneurs.

2 Mission du contractant

Dans ce contexte, le Projet PROMET de la GIZ envisage de recruter un : **Cabinet d'études** qui aura pour mission l'accompagnement de notre partenaire institutionnel CNEA pour la **mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc "Business-Regulations"**

2.1 Objectifs de la prestation

Les objectifs de cette plateforme sont multiples :

- Renforcer la transparence et permettre l'accès à l'information juridique des affaires ;
- Afficher les textes juridiques relatifs au droit des affaires consolidés et à jour ;
- Offrir aux opérateurs économiques nationaux et étrangers, notamment ceux désirant investir au Maroc, un accès aux principaux textes juridiques en plusieurs langues : Arabe, Français ainsi que la traduction en langue anglaise.

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Cible

- Le secteur privé (petites, moyennes et grandes entreprises) ;
- Les investisseurs et porteurs de projets nationaux et internationaux ;
- Les organisations professionnelles (Groupements, Ordres, Associations) ;
- Les administrations et institutions publiques ;
- Les organisations internationales ;
- Les citoyens, académiciens et chercheurs concernés ou intéressés ;
- La presse.

2.2 Activités à réaliser et livrables prévus par activité

Le prestataire retenu devra proposer une démarche méthodologique, veiller à sa mise en œuvre dans les délais et la qualité requises, gérer les ressources affectées à la mission et les risques inhérents à la mise en œuvre et de maintenir une communication efficace avec les mandataires et les parties prenantes concernés afin d'assurer l'atteinte des résultats attendus de la prestation.

Activités

Le présent plan prévisionnel présente les différentes spécifications que la plateforme doit offrir à la fois sur le plan du contenu, du design, du fonctionnement et de la sécurité :

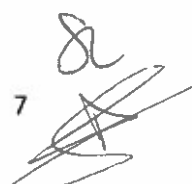
Activités #	Taches à réaliser	J/H	Délais
Etat des lieux et Benchmark	⇒ Etude des besoins exprimés par le CNEA et des fonctionnalités prévues par les termes de référence	5	J+5
	⇒ Etablissement d'un benchmark de plateformes similaires au Maroc ou ailleurs pour s'en inspirer dans le cadre de la conception de l'architecture et des fonctionnalités de la plateforme		
Design	⇒ Proposition d'une charte graphique : La plateforme doit être hautement ergonomique et avoir sa propre identité visuelle, inspirée du code couleurs et iconographiques de la charte graphique du CNEA. ⇒ Proposition de maquettes PC/Mobile : La plateforme doit également être responsive et tenir compte dès sa conception de l'approche orientée mobile / tablette et être totalement exploitable et ergonomique en mode portrait comme en mode paysage. Le design doit également permettre un rubriquage convivial, avec un graphisme impactant et attirant les divers visiteurs et utilisateurs	8	J+13

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

<p>Développement</p>	<p>⇒ La plateforme sera notamment organisée et constituée des rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accueil ; • A propos ; • Textes juridiques ; • Bibliothèque et publications ; • Rechercher ; • Business-regulations en chiffres • Liens utiles ; • Contact. <p>⇒ L'accès à l'information doit être facile et la rubrique « Rechercher » doit permettre une recherche multicritères des textes juridiques (titre, mots clés, tag, date, thème, type, département...).</p> <p>Un guide d'utilisation administrateur est à prévoir.</p>	<p>8</p>	<p>J+21</p>
<p>Principales Rubriques</p>			
<p>Textes juridiques</p>	<p>Cette rubrique représente le cœur de la plateforme et son contenu principal. Il existe des textes juridiques transversaux et d'autres spécifiques à des domaines ou thématiques spécialisés.</p> <p>⇒ Les textes doivent être qualifiés et typés à travers un système de « Tag » qui permettra d'associer un texte à un thème ou plusieurs, à marquer s'il est transversal ou non entre autres.</p> <p>⇒ Un texte juridique est décrit avec les champs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre ; • Type ; • Thèmes ; • Numéro ; • Résumé ; • Texte ; • Dates (date de publication et dates de modification ou d'amendement) ; • Département émetteur/auteur. <p>⇒ Les textes juridiques seront affichés à travers une catégorisation par thème ou domaine pour faciliter l'accès à l'information par les utilisateurs.</p> <p>⇒ La plateforme doit aussi permettre un téléchargement fluide des documents.</p>	<p>2</p>	<p>J+23</p>
<p>Actualités juridiques</p>	<p>⇒ La plateforme doit aussi afficher des activités, actualités ou événements liés aux textes juridiques en rapport avec l'environnement des affaires.</p> <p>⇒ Ce contenu doit pouvoir se présenter avec du texte, des photos, des vidéos ou encore des documents.</p>	<p>1</p>	<p>J+24</p>
<p>Bibliothèque et publications</p>	<p>Cette rubrique présente des publications, documentations en liaison avec la thématique de la plateforme.</p> <p>⇒ L'affichage des publications sera fait à travers une catégorisation structurée par thème ou domaine pour faciliter l'accès à l'information aux utilisateurs.</p>	<p>1</p>	<p>J+25</p>

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Contact	⇨ La plateforme doit proposer un formulaire de contact contenant les champs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Nom complet • Adresse email • Sujet (liste de choix) • Votre message ⇨ Dépendamment du sujet choisi, le message peut être transmis à un destinataire spécifique. ⇨ La plateforme doit aussi définir pour chaque sujet une adresse mail de notification, pour recevoir le message de contact une fois envoyé par l'utilisateur	1	J+26
Navigation	⇨ L'accès depuis la page d'accueil aux textes juridiques doit guider les utilisateurs et les faire parvenir à l'information recherchée efficacement et de manière fluide. ⇨ Un guidage par thématique ou domaine semble être approprié vu la nature de la plateforme et son contenu. ⇨ L'usage de couleurs, iconographie, cheminement étudié est exigé pour réussir cette rubrique principale de la plateforme et pour permettre une navigation plus fluide.	2	J+28
Divers	⇨ A propos ⇨ Business-Regulations en chiffres ⇨ Liens utiles ⇨ FAQ ⇨ Liens réseaux sociaux	3	J+31
Fonctionnalités			
Contenu et intégration	Le CNEA opte pour un CMS communautaire pour le traitement du contenu de la plateforme (Drupal ou Wordpress). ⇨ La gestion du contenu de la plateforme doit être faite via un gestionnaire de contenu (CMS) souple, performant, fluide et évolutif. Le contenu sera fourni par le CNEA et sera intégré par le prestataire. ⇨ L'intégration initiale du contenu sera assurée par le prestataire, la mise à jour continue du contenu sera assurée par le CNEA une fois la plateforme livrée et déployée définitivement par le prestataire. ⇨ La plateforme supportera 3 langues : <ul style="list-style-type: none"> • L'arabe ; • Le français ; • L'anglais. 	8	J+39
Partage RS, impression et affichage	⇨ La plateforme doit prévoir les fonctionnalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Partage sur les réseaux sociaux dont WhatsApp/LinkedIn ; • Impression de la page en cours ; • Affichage pour les malvoyants ; • Agrandir / réduire la taille du texte. 	1	J+40
TOTAL J/H		40 J/H	

7 

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Livrables

Activités	Livrables
<u>Etude des besoins et veille</u>	Etude des besoins et Benchmark
<u>Design</u>	Proposition d'au moins deux chartes graphiques et maquettes
<u>Développement</u>	Plateforme opérationnelle
<u>Support</u>	Guide d'utilisation administrateur

Le prestataire ne doit en aucun cas publier ou utiliser une partie ou la totalité du contenu des livrables sans l'accord écrit de la GIZ et du CNEA.

Langue, format et quantité

Les livrables et les documents annexés seront rédigés en langue française et transmis par courrier électronique, par le prestataire, aux conseillers techniques chargés de la mission ainsi qu'au représentant du CNEA pour la mission, pour approbation, en format Word police « Arial, taille 11 ou plus ».

Tous les livrables doivent être au format PDF ou WORD ou – Excel selon les spécificités de chaque document.

En outre, la qualité, la sécurité est la garantie de cette plateforme sont des éléments importants à prendre en compte :

Qualité :

La plateforme doit être conçue dans le respect des recommandations internationales (accessibilité pour les contenus Web et portabilité des sites web vers les mobiles) et répondre aux spécificités et critères de qualité suivants :

- Performance : le temps de réponse des pages du portail doit être optimal ;
- Compatibilité : le portail doit être compatible avec tous les navigateurs récents (Internet Explorer 11 et plus, Mozilla Firefox 50 et plus, Safari 10.0 et plus, Chrome 43.0 et plus, ...) et les systèmes d'exploitation (Windows XP et plus, Mac OS VII et plus, Linux, ...). Il doit supporter les formats standards d'image, vidéos et documents ;
- Accessibilité : l'affichage doit être responsive et exploitable sur tous les terminaux desktop et/ ou mobile, en mode portrait et paysage. Tous les textes, boutons, images, doivent être visibles quel que soit la résolution de l'écran ;
- Évolutivité : le portail doit être ouvert et paramétrable pour pouvoir intégrer d'autres modules ou fonctionnalités dans un délai bref et avec des coûts raisonnables.

Sécurité

Le prestataire garantie une sécurité applicative qui permettra la protection de la plateforme contre l'accès, l'utilisation, la modification, la destruction ou la perturbation non autorisées (XSS, Injection SQL, CSRF, DoS, Inclusion de fichiers).

Pour renforcer la sécurité et le cryptage du flux du contenu de la plateforme, le CNEA optera pour une offre d'hébergement incluant un certificat SSL (https).

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Garantie

Le prestataire sera disponible pendant une période de garantie de **6 (six) mois** à compter de la date de réception définitive et de mise en production de la plateforme pour toute intervention technique dans le cadre de la mise à jour corrective des bugs qui peuvent apparaître après les premiers mois d'utilisation.

2.3 Durée, lieu et déroulement et organisation de la mission

2.3.1 Durée de la mission

La durée de la mission est de **40J/H** étalée sur une période allant du **14 novembre 2022 au 01 février 2023**

2.3.2 Lieu et déroulement de la mission

Le lieu de réalisation de la mission sera dans les locaux du prestataire et certaines activités (y compris les réunions d'échange et de validation) doivent être réalisées dans les locaux du CNEA.

2.3.3 Organisation des missions

Durant la mission, le Conseiller Technique de la GIZ en charge de la mission ainsi que des représentants du CNEA (**commettant**) feront le suivi de la mission auprès du prestataire.

En règle générale, le commettant/maître d'ouvrage dispose d'un délai de 04 jours ouvrables pour la lecture et la communication d'un retour de validation ou de non-validation. En cas de non-validation, la liste des remarques, des ambiguïtés, des manques et des incohérences sera remontée au prestataire qui se chargera d'opérer les rectifications et fournira une nouvelle version du rapport dans un délai de 07 jours ouvrables.

Le commettant dispose par la suite d'un délai de 04 jours ouvrables pour effectuer la relecture du document et faire un retour de validation ou de non-validation. En cas de refus pour insuffisance grave, le prestataire est tenu de soumettre à l'approbation du commettant un nouveau rapport et la procédure décrite ci-dessus est réitérée. Les délais peuvent être adaptés de commun accord, en veillant au respect de la période de réalisation de la prestation.

Le commettant se réserve le droit de demander des adaptations des prestations, surtout pour des raisons de santé, de sécurité, d'ordre public ou pour respecter des instructions des autorités.

Seules les prestations effectivement fournies pourront être décomptées.

Le contrôle et le suivi de la mission se fera principalement à travers les rapports formels et les contacts avec les conseillers techniques chargés du suivi de la mission ainsi que les représentants du CNEA.

Le prestataire est tenu de notifier aux conseillers techniques chargés du suivi de la mission ainsi que le commettant, tout aspect susceptible d'affecter les résultats et/ou le bon déroulement de sa mission.

L'équipe de PROMET et le CNEA s'engagent à :

- Consacrer le temps nécessaire aux experts afin d'assurer le bon déroulement de la mission ;
- Mobiliser tout le personnel concerné par la mission ;

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

- Mettre à la disposition des experts, toute l'information et la documentation nécessaire pour la réalisation de la mission.

2.3.4 Chronogramme de la mission

Le chronogramme prévisionnel de la mission est comme suit :

Activités	J/H	Novembre 2022	Décembre 2022	Janvier 2023
Conception/Développement de la plateforme Business-Regulations	40			
Total J/H, jusqu'à	40J/H			

3 Concept

3.1 Conception technique et méthodologique

Le prestataire est tenu de présenter son concept technique et méthodologique en précisant la **stratégie** qu'il compte adopter, la **structure de pilotage**, les **processus** ainsi que la **méthodologie** qu'il compte mettre en place pour réussir la mission (catégories 1.1 / 1.3 / 1.4 / 1.6 de la grille d'évaluation technique)

3.2 Méthodologie de gestion de projet

Le prestataire est tenu de décrire sa méthodologie de gestion de projet relatif à cette mission à travers un planning détaillé des réalisations (catégorie 1.6 de la grille d'évaluation technique).

3.3 Qualifications du contractant

Cette partie fait référence à la catégorie 1.7 de la grille d'évaluation technique.

Cet appel d'offre est destiné aux **Bureaux d'études** (Agences web) ayant une expérience avérée en matière de développement fonctionnel de solutions informatiques.

Le prestataire contractant est tenu de fournir des justificatifs prouvant son aptitude à réaliser les tâches spécifiques de cette mission.

En outre, il est exigé d'avoir les compétences et les qualifications suivantes :

1.7.1	- Expérience professionnelle générale	Au moins 8 ans d'expérience dans des missions similaires
1.7.2	- Expérience professionnelle spécifique	<p>- Le prestataire identifié devra avoir réalisé au moins 5 prestations similaires, et disposer d'une connaissance en développement de plateformes fonctionnelles et notamment sur des sujets à caractère juridique.</p> <p>- Ayant un minimum de 3 experts (1 chef de projet / 1 Graphiste / 1 intégrateur développeur)</p>

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

4 Qualification du prestataire

Cette partie fait référence à la catégorie 2 de la grille d'évaluation

Le choix du prestataire retenu se basera entre autres sur la qualité des CV soumis et de la cohérence des expériences professionnelles avec les résultats attendus de la mission. Les qualifications spécifiées ci-dessous représentent les exigences pour atteindre le nombre maximal de points.

4.1 Experts

Chef de Projet :

2.1.1	- Formation	Diplôme bac+5 minimum dans le domaine informatique ou/et infographie
2.1.2	- Langue(s)	Maîtrise de la langue française parlée et écrite. La langue anglaise est un atout
2.1.3	-Expérience professionnelle générale	- Une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans la gestion de projet de développement de plateformes
2.1.4	-Expérience professionnelle spécifique	- Expérience en gestion de projets - Un minimum de 3 références

Infographiste (Web designer UI/UX) :

2.2.1	- Formation	Avoir un diplôme minimum de niveau Licence (Bac+3) spécialisé en arts graphiques, arts appliqués ou informatique avec spécialisation éventuellement en webdesign
2.2.2	- Langue(s)	Maîtrise de la langue française parlée et écrite. La langue anglaise est un atout
2.2.3	-Expérience professionnelle générale	- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le webdesign - Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans l'analyse de l'expérience utilisateur ; - Justifier d'une expérience d'au moins 2 ans la création de contenu multimédia, matériels et logiciels (traitement de l'image, optimisation des pages web sur mobile, création d'infographie)
2.2.4	-Expérience professionnelle spécifique	- Expérience des outils d'affichage de données statistiques (graphiques) : (bibliothèque Chart JS, ou tout autre outil nécessaire à cette mission) - Culture web et compréhension des tendances concernant le graphisme et la technique sur internet - Un minimum de 3 références

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Intégrateur développeur :

2.3.1	- Formation	Diplôme bac+5 minimum dans le domaine informatique et/ou développement
2.3.2	- Langue(s)	Maîtrise de la langue française parlée et écrite. La langue anglaise est un atout
2.3.3	-Expérience professionnelle générale	- Une expérience professionnelle de 10 ans minimum
2.3.4	-Expérience professionnelle spécifique	- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans en développement de sites WEB, en environnement se composant à titre indicatif d'outils suivant : CSS3, HTML5, Javascript, PHP, Framework PHP (Symfony, Laravel, Zend) : <ul style="list-style-type: none"> - Framework JavaScript : jQuery, Angular JS, Vue Js, etc. - Bibliothèques HTML5 : Bootstrap 5, Foundation 5 - Outil de versionning : GIT - Bases de données : MYSQL et autres, - Expérience des outils de programmation, des logiciels et des CMS en usage dans le développement web : Drupal 8 ou autres - Un minimum de 3 références

5 Exigence du calcul des coûts

5.1 Affectation de ressources humaines

La durée maximale des jours de prestations est de **40 J/H**.

5.2 Voyages

Selon l'évolution de la situation Covid 19, il est prévu des déplacements à Rabat pour des réunions avec l'équipe du projet, des déplacements pour tenir les ateliers et des déplacements pour appuyer techniquement notre partenaire le CNEA.

Les frais de déplacement sont remboursés seulement si les locaux du prestataire se trouvent à plus de 40 km de la ville de Rabat.

Le prestataire peut calculer un budget selon la grille tarifaire en vigueur pour des voyages éventuels.

Le prestataire doit se procurer et présenter au projet PROMET, les autorisations administratives de déplacement (en cas de besoin)

5.3 Ateliers et formations

Le prestataire est chargé d'organiser au minimum deux ateliers :

- 1 atelier pour collecter les besoins exacts de l'équipe CNEA pour la réalisation de la mission.
- 1 atelier pour la présentation et le test de la plateforme.

Un compte rendu doit être livré au projet PROMET et au CNEA (Commettant) au plus tard 5 jours après la fin de chaque atelier.

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

5.4 Autres coûts

Sans objet

6 Présentation du dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit comprendre (1) une offre technique et dossier administratif ainsi que (2) une offre financière sous forme de documents PDF séparés et signés. L'offre technique ne peut contenir aucune information de prix.

6.1 Offre technique

La structure de l'offre technique doit correspondre à la structure des termes de référence. En particulier, la structure détaillée du concept doit être organisée conformément aux critères de pondération positive de la grille d'évaluation.

- L'offre doit être lisible (taille 11 ou plus) et clairement formulé.
- L'offre est rédigée en français.
- Les CV du prestataire doivent être soumis dans le format spécifié dans les conditions de candidature.
- Les CV doivent indiquer clairement les postes et emplois que les experts ont occupé dans les projets de référence (similaires à la présente prestation)
- Les CV doit être soumis en français.

6.2 Offre financière

Veuillez calculer votre offre de prix en vous basant exactement sur les exigences d'établissement des coûts susmentionnées (**40 J/H**).

Pendant la mise en œuvre du contrat, le contractant ne peut réclamer de pouvoir épuiser complètement les jours ; les nombres de jours seront convenus dans le contrat comme étant des nombres "jusqu'à 40 J/H ». Les spécifications pour la détermination du prix sont définies dans la grille tarifaire annexée aux TdR sous l'annexe point 9.1 de ce document.

Le prestataire peut calculer un budget selon la grille tarifaire en vigueur pour **20** voyages maximum :

Catégories	Estimation maximale
Per diem 117 MAD	18 JH
Per diem 234 MAD	0 JH
Per diem 351MAD	0 JH
Transport avec véhicule personnel	1000 km

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Modèle de présentation de l'offre financière :

Le prestataire devra présenter son offre financière sous forme d'un devis portant l'entête, le pied de page indiquant les références légales en vigueur, signé, daté et cacheté. Le tableau ci-après sert d'exemple.

Désignations	Coût Unitaire (1) Montant en HT	Nombre jour (2)	de Total HT (1)x (2)
Honoraires journaliers			
Expert 1			
Sous-total (1) HT			
TVA EN %			
Sous-total (1) TTC			
Frais de déplacements			
Perdiem Repas 1	351,00 DH		
Perdiem Repas 2 (Jour de l'aller & jour du retour)	234,00 DH		
Perdiem Repas 3 (Aller – retour le même jour)	117,00 DH		
Indemnité kilométrique de transport / km parcouru	2,00 DH/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord		
Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture	400,00 DH / nuitée		
Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture	Jusqu'à 1200,00 DH / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles		
Sous-total TTC (2)			
Autres frais			
Publications sur les réseaux sociaux			

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Supports de présentation			
Autres (à spécifier)			
Sous-total HT (3)			
TVA EN %			
Sous-total (3) TTC			
Montant total TTC (1+2+3)			
Montant en toutes lettres :			

6.3 Evaluation des offres

L'offre sera évaluée selon les règles en vigueur de la GIZ, l'offre technique contribue à 70% et l'offre financière à 30% à l'évaluation globale de l'offre.

7 Confidentialité

Le prestataire est tenu de respecter la stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction/diffusion de tous ou parties des rapports de mission n'est admise sans autorisation écrite préalable de la GIZ). Tout manquement au respect de cette clause entraînera une interruption immédiate de la mission. Cette stricte confidentialité reste de règle, sans limitation, après la fin de mission.

8 Exigences en matière de protection des données

Au cas où le prestataire recevra des données personnelles, il respectera les règlements de protection des données personnelles et agira selon les préconditions y afférentes.

9 Annexe

9.1 Grille des frais de la GIZ

Les taux de perdiem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

- 117,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour le jour de mission avec un aller-retour le même jour qui nécessite un déplacement au-delà du périmètre de 80 km du lieu de résidence.
- 234,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller & 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergements, (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- Pour les nuitées il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif, soit choisir le taux de 1200,00 dh max avec présentation de la facture d'hôtel.

Termes de référence (TdR) pour les achats de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

- Pour les frais de transport, c'est 2 dh / km parcouru sur présentation de feuille de route (Carnet de bord + tickets d'autoroute) ou contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).

Pour le calcul de l'impôt sur le revenu IR, merci de noter que :

- Pour activer le paiement, le/la consultant/e doit obligatoirement fournir son numéro de patente/Identifiant Fiscal IF, l'Identifiant commun de l'entreprise ICE et remettre une facture commerciale.
- Dans le cas où le/la consultante n'est pas patenté(e), le paiement de l'impôt sur le revenu IR sera prélevé à la source par le bureau GIZ Maroc soit 30%, le consultant devra fournir une facture selon le modèle GIZ.
- En ce qui concerne les consultants nationaux fonctionnaires de la fonction publique, le/la consultant/e doit absolument fournir l'autorisation de sa hiérarchie et la GIZ paiera seulement 50% de son taux d'honoraire et appliquera une retenue à la source de l'impôt sur le revenu IR de 30%.

Pour la taxe sur la valeur ajoutée TVA, merci de noter que :

- L'ensemble de nos paiements se font sur la base du montant HT, sachant que le bureau de la GIZ dispose d'un délai de 4 semaines à partir de la date de dépôt du dossier de facturation complet pour lancer le traitement du paiement.
- Concernant le remboursement du montant de la TVA de la facture, merci de préparer votre facture pro-forma en trois exemplaires avec les lignes explicites des montants Total HT + montant et taux de la TVA + montant Total TTC.
- Ayant la facture pro-forma, nous procédons à la demande d'exonération de la TVA auprès de notre partenaire, traitement qui nécessite en minimum un délai de 30 jours à partir de la date de dépôt de la demande d'exonération.
- Dès réception de l'attestation d'exonération de la TVA de la Direction des Impôts, la GIZ s'engage à remettre cette dernière au prestataire dans les plus brefs délais.



Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Org. unit
Responsable du marché
Évaluateur/rice
Version

Titre du projet : Mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc
Date : 15/09/2022
PN : 2019.2295.4-001.00
N° Contrat : "Business-Regulations"

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3		Soumissionnaire 4		Soumissionnaire 5	
		(3) Points (max 10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max 10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max 10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max 10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max 10)	(4) Assessment (2)x(3)
1	Évaluation de la conception technique et méthodologique										
1.1	Stratégie										
1.1.1	Interprétation des objectifs fixés par les TdR, analyse critique de la mission	3%									
1.1.2	Description et justification de la stratégie que le contractant entend appliquer pour réaliser les prestations objet de l'appel d'offres	3%									
	Interim total 1.1	6%									
1.3	Structure de pilotage										
1.3.1	Approche et démarche pour le pilotage des mesures avec les partenaires du projet	3%									
1.3.2	Description de la contribution du contractant au suivi des résultats et des difficultés à surmonter	3%									
	Interim total 1.3	6%									
1.4	Processus										
1.4.1	Présentation et explication du plan d'opérations pour la mise en œuvre de la stratégie : étapes, jalons, planning d'exécution	3%									
1.4.2	Présentation et explication de l'intégration des contributions des partenaires	0%									
	Interim total 1.4	3%									
1.6	Système de gestion de projet du contractant										
1.6.1	Approche et démarche pour la coordination des activités avec l' sein du projet de la GIZ	0%									
1.6.2	Planning d'affectation du personnel (qui, quand, quelles étapes de travail), explications et indication des mois de spécialiste	5%									
1.6.3	Concept de backstopping (avec CV des consultant-e-s techniques et administratifs)	7%									
	Interim total 1.6	12%									
1.7	Qualification du contractant										
1.7.1	Expérience professionnelle générale	8%									
1.7.2	Expérience professionnelle spécifique	8%									
	Interim total 1.7	16%									
	Total 1	43%									
2	Évaluation du personnel proposé										
2.1	Cheffe/chef d'équipe (selon les prescriptions et critères des TdR) : Chef de Projet										
2.1.1	- Formation	3%									
2.1.2	- Langue(s)	2%									
2.1.3	- Expérience professionnelle générale	5%									
2.1.4	- Expérience professionnelle spécifique	5%									
	Interim total 2.1	15%									
2.2	Expert-e 1 (selon les prescriptions et critères des TdR) : Infographiste										
2.2.1	- Formation	3%									

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Org. unit	Titre du projet : Mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc "Business-Regulations"	Date	15/09/2022
Responsable du marché		PN	2019.2295.4-001.00
Évaluateur/rice		N° Contrat	
Version			

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3		Soumissionnaire 4		Soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)
2.2.2 - Langue(s)	2%										
2.2.3 - Expérience professionnelle générale	8%										
2.2.4 - Expérience professionnelle spécifique	8%										
Interim total 2.2	21%										
2.3 Expert-e 2 (selon les prescriptions et critères des TdR) : Intégrateur développeur											
2.3.1 - Formation	3%										
2.3.2 - Langue(s)	2%										
2.3.3 - Expérience professionnelle générale	8%										
2.3.4 - Expérience professionnelle spécifique	8%										
Interim total 2.3	21%										
Total 2	57%		0.0		0.0		0.0		0.0		0.0
Total global 1 + 2	100%		0.0		0.0		0.0		0.0		0.0
Evaluation en %			0		0		0		0		0
Classement											

Je déclare par la présente que j'ai terminé cette évaluation de façon indépendante, à ma connaissance et de bonne foi. Je traiterais les renseignements de façon confidentielle et je ne transmets aucun détail sur la procédure d'évaluation en cours.

Date, signature

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

1	Responsable du marché		Intitulé du projet :	Promotion de l'Entrepreneuriat » (PROMET)	Numéro de projet :	2019.2295.4 – 001.00
2	Évaluation commerciale		Objet de l'appel	Mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'affichage des textes juridiques en lien avec l'environnement des affaires au Maroc	Numéro de contrat :	
3	Évaluation technique		d'offres (prestation) :	"Business-Regulations"		

	Candidat / soumissionnaire 1	Candidat / soumissionnaire 2	Candidat / soumissionnaire 3	Candidat / soumissionnaire 4	Candidat / soumissionnaire 5
--	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

Partie A : Informations générales (toutes procédures)

I. Évaluation de l'aptitude commerciale					
8	Motifs d'exclusion obligatoires conformément à l'art. 123 de la loi GWB		NON APPLICABLE		
9	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 1 de la loi GWB		NON APPLICABLE		
10	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 2 de la loi GWB		NON APPLICABLE		
11	Justificatif d'inscription au registre				
12	Pour les candidatures / soumissions d'offres collectives : déclaration de candidature / soumission d'offre collective		NON APPLICABLE		
13	Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :	Au moins	214800 dirhams		
14	Nombre moyen de salarié·e·s (employé·e·s et cadres de direction) sur les trois dernières années civiles :	Au moins	3 personnes		
15	Résultat				
II. Évaluation de l'aptitude technique					
18	L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de :		85840 dirhams		
19	Au moins		5 projets de référence dans le domaine développement fonctionnel de plateformes		
21	Résultat				
23	Résultat global des évaluations commerciale et technique				

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

Pour l'évaluation technique :

Pour l'évaluation commerciale :

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

Date, prénom et nom complets, fonction, UO